

LA DETONATION

quand votre journal fait BOUM



Journal publié à l'occasion de l'abbaye de la Ligue vaudoise, le samedi 9 septembre 2000 à Valeyres-sous-Rances

Vente à la criée et à l'entrée au prix de 5 francs

Abbaye de la Ligue vaudoise LE PROGRAMME

- 09h30:**
Cantine du Puisoir, à Orbe,
départ des marcheurs
- Dès 11h00:**
Apéritif pour tout le monde
à la Cantine des Planches
à Valeyres-sous-Rances
Achat de la Détonation
- 12h30:**
Repas
Lecture de la Détonation
- 13h30:**
Début des jeux pour enfants
Lecture de la Détonation (suite)
- 14h00:**
Jeux et divertissements
Lecture de la Détonation (suite)
- 16h00:**
Goûter
Critique de la Détonation
- 16h30:**
Proclamation des résultats
Relecture de la Détonation
- 17h00:**
Service religieux à
l'église de Valeyres
Eloge de la Détonation
- 17h30:**
Dernier acte, puis mise en ordre
Rangement de la Détonation

Pendant que nous nous amusons, il pense la fusion

Hier encore, il regardait pourrir nos archaïques structures cantonales, telles des carcasses de sous-marins soviétiques dans les ports de la Mer du Nord. Aujourd'hui, il a le sourire, car il a repris notre avenir en main. Son regard illuminé et clair est résolument tourné vers des lendemains radieux.

Lui, c'est Fritz Shérif, animateur et mentor de l'Union Vaud-Zoug. Déjà son idée dérange, décoiffe, bouscule. Il s'en réjouit: «Tous les journaux parlent de moi, vous voyez bien que j'ai raison!» Il faut dire que l'homme est bouillonnant d'idées neuves. Sur la terrasse de sa villa, au bord de la piscine, les visions fusent, audacieuses, impertinentes. Il sait que le futur n'arrivera pas tout seul, qu'il faut d'abord le créer. Et il le crée.

La fusion Vaud-Zoug fait partie de ce futur. Il y croit. Il y travaille à temps partiel. Il est conscient des résistances au changement et promet de mouiller son maillot à 200% pour convaincre tous les angles de l'échiquier politique. Il est confiant: «La droite la plus dure devrait être séduite par la perspective d'avantages fiscaux et par la proximité de nombreux sièges de multinationales. La gauche, elle, sera plutôt sensible à la richesse d'un Etat qui, malgré des taux modérés, engrange des recettes considérables, de quoi bien traiter ses fonctionnaires. Quant aux écologistes, ils se réjouissent déjà de la généralisation des taxes poubelles, des taxes

sur les déchets et de la surveillance vidéo des contrevenants. Finalement, mon message est toujours le même quelque soit mon interlocuteur: soutenez la fusion Vaud-Zoug, on va se faire un maximum de pognon!»

Fritz Shérif place en particulier beaucoup d'espoirs dans la future fusion des banques cantonales vaudoise et zougnoise, qui permettra de créer, face à la concurrence toujours plus âpre, un établissement centralisé et performant au service des citoyens: la Vaud-Zoug Bank (VZ-Bank).

Visiblement bien préparé à répondre aux questions posées par nos confrères du quotidien *Le Vent*, il parvient à balayer d'un revers de la main tous les préjugés. L'éloignement des deux cantons? «A l'aube du troisième millénaire, alors que le monde se pense désormais en termes de réseaux et qu'internet relie entre eux les citoyens du village global qui imaginent à chaque instant de nouvelles formes de sociabilités, on ne peut plus raisonner avec les concepts géographiques de papa.» Et le nom de la nouvelle région? Encore un faux problème aux yeux de Fritz Shérif, qui pétille décidément de créativité: «Organisons un large débat citoyen, avec un concours d'idées. Laissons les jeunes de ce pays apporter un souffle nouveau dans le débat sclérosé sur nos institutions. Les possibilités sont innombrables: Vauzoug, Zouvaud, Vouzaug, Zauvoud, Vaug, Voug, Zoud, Zaud, Vdzig, Zgvd, etc.»

Fritz Shérif rassure les sceptiques: «Je crois profondément aux identités cantonales. Le souffle nouveau qui animera la région nous permettra de nous enrichir réciproquement de nos différences mutuelles et renforcera ainsi nos identités respectives. Le sentiment identitaire, comme les lasagnes, est fait de couches multiples: la rue, la banlieue, la région unifiée, l'Europe, le village planétaire, la galaxie... Un jour, les gens d'ici mangeront du papet aux poireaux mélangé à de la tourte au kirsch, et ils trouveront ça tout naturel.»

FRITZ SHÉRIF

LA SEMAINE DE MOLB ET REMOLB



Un article de M. Jean Martin contre les réformes scolaires

C'est avec un plaisir mêlé de surprise que nous avons lu l'article de M. Jean Martin intitulé «Rénovations scolaires: va-t-on répéter la faillite française?»* L'auteur y dénonce vigoureusement les réformes frénétiques de l'Ecole publique dans les cantons romands. Déplorant la «dégradation du cadre disciplinaire», l'«autorité de l'enseignant bafouée», la «culture dévaluée» ou encore la «démagogie en matière d'orientation et d'examens», il constate que «l'exigence scolaire se dilue dans la diversité des activités». Il cite les excellents ouvrages de Liliane Lurçat et règle son compte à l'«idéologue en chef» Philippe Meirieu, espérant que son canton se détournera des théories pédagogiques qui ont ravagé l'enseignement public américain et ont servi de modèle à l'éducation nationale française.

Merci M. Jean Martin pour cet article courageux!

* *Entreprise Romande*, 1.9.2000

Les joies du vélo

Après le passage du Tour de France dans notre capitale, et pour répondre au mécontentement de nombreux habitants, la Municipalité de Lausanne a constaté avec satisfaction que cette manifestation avait apporté à la ville un écho international et une renommée mondiale qu'elle avait d'ailleurs déjà. En effet, la chaîne française de télévision TF1 a montré 15 secondes de gros plan sur le guidon d'un coureur, et sa consœur France 2 a interrogé deux nonnes catholiques à Collombey-Muraz. Quant aux cantons d'Argovie et de Bâle-Campagne, eux aussi traversés par le Tour, ils ont reconnu le rôle capital qu'a joué la ville de Lausanne dans la venue des coureurs en Suisse et envisagent par conséquent de lui faire supporter leurs frais, qui pourraient aller jusqu'à 200'000 francs.

Le coin de la différence



Sport: SFC—LS.02

Une semaine après le net refus par les Vaudois et par les Genevois des deux initiatives demandant la fusion Vaud-Genève, la partie de choute-boule* entre le Servette FC et le Lausanne-Sports revêtait un caractère particulièrement explosif.

Dans le nouveau stade de la Paille, copieusement garni de supporteurs* des deux équipes, les joueurs du bout du lac ont pris la partie en mains et joué le premier quart d'heure sur un rythme d'enfer. Les Lausannois ont laissé passer l'orage et montré peu à peu le bout de leur nez.

A la demi-heure, un long coup de botte en avant du portier vaudois Eric Crapaud parvenait au centre-avant Martin Couchepas qui, d'une bicyclette acrobatique, trouait la toile d'araignée supérieure gauche des buts genevois. Un à zéro pour Lausanne.

En seconde mi-temps, les grenats assiégeaient le camp adverse pour tâcher d'égaliser, mais le gardien bleu et blanc, en état

de grâce, parvenait à maintenir sa cage inviolée.

A un gros quart d'heure du terme, sur une contre-attaque rondement menée, le numéro dix vaudois parvenait à tromper une nouvelle fois la vigilance de l'arrière-garde genevoise et à crucifier le portier adverse, d'un maître tir pris à l'orée du rectangle fatidique. Deux à zéro pour Lausanne.

La fin de la rencontre ne fut plus que du remplissage, les Vaudois monopolisant le cuir, face à des Genevois démobilisés. L'arbitre Moussaka parvint juste à provoquer l'ire du public local, par quelques décisions aussi confuses qu'hasardeuses.

A l'interrogatoire* à la sortie des vestiaires, l'entraîneur grenat Lucien Glabre ne cachait pas sa déception: *Si la fusion Vaud-Genève avait été acceptée, le SFC aurait absorbé le LS et nous n'aurions pas perdu ce soir...* Quant au mentor bleu et blanc Pierre-André Choumann, il jubilait: *Grâce au refus de la fusion Vaud-Genève, la suprématie lémanique en matière de choute-boule* va demeurer à Lausanne pour de nombreuses années!*

JEAN-JACQUES BOFFIEAUD

* La loi Tout Bon Vaudois impose de traduire tout anglicisme en français.

LES FOSSEURS DE L'ENSEIGNEMENT (surpris par notre photographe)



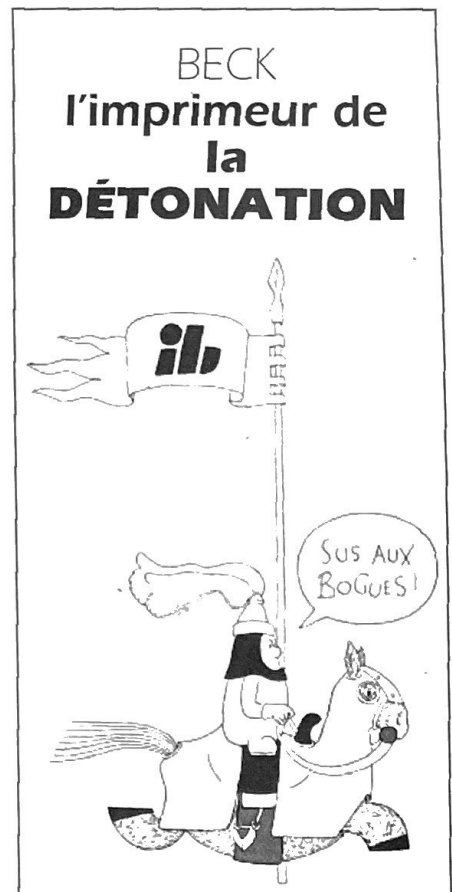
Effrayant: derrière le couple diabolique, on distingue les ruines de l'Ecole vaudoise

Les Vaudois comprennent mieux aujourd'hui l'étonnante sérénité du Centre Patronal à l'égard du Département de la Francine et de la Jeanprêtre (DFJ). Tout s'explique par une sordide communauté d'intérêt entre l'égalitarisme béat des paléosocialistes et la volonté implacable du grand patronat de disposer d'un large volant d'employés juste capables de signer d'une croix les contrats humiliants que les patrons leur proposent.

Dépense utile

Aujourd'hui déjà, l'élimination des réfrigérateurs, des ordinateurs ou des téléviseurs usagés est frappée d'une taxe de recyclage. Cette pratique devrait désormais être étendue à l'évacuation des personnalités encombrantes. Ainsi la Suisse devra payer près d'un million de francs pour le recyclage de Mme Carla Del Ponte au Tribunal pénal international. Il n'est pas impossible que le TPI ait déjà décidé des provisions budgétaires en vue d'une future opération de même type.

Aux parlementaires qui se sont étonnés de l'importance de cette somme, les anciens collaborateurs de Mme Del Ponte auraient répondu: «*Quand on n'aime pas, on ne compte pas!*»



Ebouriffant: la médecine spontanée

On se rappelle que sous la houlette hypercapitaliste du conseiller d'Etat Pidur, la médecine vaudoise avait pris le visage stalinien de la technicisation la plus outrancière et d'une centralisation digne du *Meilleur des mondes*. Portées par la langue de bois d'un libéralisme sauvage à courte vue, ses réformes du plan hospitalier vaudois promettaient de laisser aux prochaines générations un territoire vaudois médicalement mort.

En revanche, pour le «libéral peint en vert», selon le mot perforant de son challenger de l'époque, Christophe Décrasses, pas question de toucher aux privilèges exorbitants d'un pool médical plus arrogant que jamais, se servant discrètement de formidables rentes de situation et resté, pour le surplus, à un serment d'Hippocrate que les découvertes récentes de la génétique rendent plus problématique que jamais.

C'est dans cette région cliniquement aux abois qu'a surgi une idée nouvelle, une idée forte, la médecine spontanée. Son initiateur, Frédo Gavillet, n'est pas de ces médecins scolastiques qui axent leurs diagnostics sur des monceaux de connaissances. Il conteste avec virulence le processus traditionnel de la consultation,

anamnèse, diagnostic et prescription: «*Il ne s'agit plus de comprendre la maladie, il s'agit de guérir le malade!*» s'exclame-t-il. Relayé par des affiches grand format, le message a passé. Par la force des choses.

La clinique de Gavillet se situe dans la banlieue ouest de Lausanne. La préoccupation sociale n'est pas absente d'un tel choix: «Je désirais me rapprocher de la population laborieuse, écrasée par les attitudes de mandarin des pontes de la Faculté» lance avec simplicité ce fils de rebouteux, auteur d'une thèse remarquée sur la médecine des pauvres. La clinique est immense, les murs immaculés, le personnel silencieux. Des grilles aux fenêtres protègent les visiteurs — ici, on ne parle pas de patients, car on n'attend jamais — contre les intrusions du dehors.

Pas d'appareils coûteux, pas d'ordinateurs, pas de chaises roulantes. La doctrine de Gavillet tient en une phrase: «Soignez-vous vous-mêmes et fichez-nous la paix». La prise en charge des malades par eux-mêmes est l'un des maîtres-axes de sa pensée.

A qui lui fait remarquer que les montants de ses honoraires laissent loin derrière ceux du CHUV, Gavillet répond non sans pertinence: «*La santé n'a pas de prix*». La

médecine des pauvres, qui fut le sujet de sa thèse, trouve-t-elle encore sa place dans l'organisation de Gavillet? Celui-ci considère que les pauvres sont une responsabilité typique de l'Etat: «*Ma thèse avait pour sujet la pauvreté des médecins, et je reconnais que mon titre n'était pas dépourvu d'une certaine ambiguïté. Toutefois, je ne suis pas opposé à soigner les pauvres, pour autant, complète-t-il, qu'ils soient propres, polis et reconnaissants.*»

ALAIN CLAPOTI

L'imposition des nains

(Communiqué du staff de presse de l'Eglise œcuménique romande)

Pour renflouer les caisses, vidées par sa politique «audacieusement prophétique», l'Eglise vaudoise a réactivé la vieille idée neuve de l'imposition des nains. Au terme du nouveau règlement, les chrétiens romands de moins de 1,50m seront désormais frappés d'une taxe dite «d'humilité et de solidarité». Les réactions ne se sont pas fait attendre. Le *Réduit national*, organe de la communauté naine suisse, ainsi que des groupuscules extrémistes, inspirés de l'idéologie du néonanisme, annoncent une manifestation monstre.

18%, c'est trop!

Nous approuvons sans réserve les mises en garde du comité d'opposition récemment constitué: l'initiative des 18% sur laquelle nous serons appelés à voter est dangereuse tant par son fond que par sa forme. Nous nous réjouissons tout particulièrement de ce que les milieux de droite et de gauche partent unis dans cette campagne, avec un slogan fort et rassembleur: 18%, c'est trop!

Rappelons qu'à droite, on est inquiet de l'influence négative de ces gens sur la réputation de certaines entreprises. En

outre, ces personnes, souvent gauchistes et illettrées, ne correspondent plus aux exigences actuelles de la nouvelle économie. La gauche quant à elle dénonce des revenus largement supérieurs à la moyenne et des fortunes injustement acquises. La présence sur notre sol de tous ces nantis ne peut qu'accroître les inégalités sociales.

Force est de reconnaître que notre société ne sait pas comment faire face à ce phénomène inquiétant et pléthorique. Peut-on espérer un retour volontaire à un pourcentage plus décent? Un psychologue zurichois s'interroge: «Toute la question est de savoir dans quelle mesure un groupe composé de gens qui pensent détenir la vérité absolue et être par conséquent supérieurs à tout le monde peut vraiment s'intégrer.» A cette question pertinente, les auteurs de l'initiative n'apportent aucune réponse satisfaisante et se contentent de proposer un quota surdimensionné.

Cette demi-solution frileuse et inefficace ne ferait que barrer la route à des idées neuves, radicales et globales. Nous voterons résolument NON à l'initiative demandant une limitation des journalistes à 18%. C'est trop!

PICPUS

LA DETONATION

Supplément satirique de la Nation

Rédacteur partiellement responsable:
Pierre-Gabriel Bieri

Réaction et admonestation:
Place Grand-Saint-Jean 1
Case postale 3414, 1002 Lausanne
Tél. 021/312 19 14
Fax 021/312 67 14

Internet: <http://www.ligue-vaudoise.ch>
E-mail: courrier@ligue-vaudoise.ch

Maquette: Pierre-Gabriel Bieri
Impression: Imprimerie Beck, Lausanne

Le coin de la différence

L'IDÉAL SERAIT
QUE TOUT LE MONDE
AIT LA MÊME
DIFFÉRENCE...



Un syndicalisme qui bouscule

Habillés bon chic bon genre, l'œil clair et la paume des mains lisse, les nouveaux syndicalistes ont désormais pignon sur rue. Il est bien fini, le temps de l'ouvrier sorti du rang et formé sur le tas, ancien typographe ou maçon sans diplôme, négociant à la diable les dossiers les plus complexes, aussi pittoresque qu'inefficace, privilégiant les contacts individuels au détriment de la vue d'ensemble, dépourvu de toute connaissance en matière de gestion industrielle, ignorant superbement les impératifs économiques.

Les nouveaux syndicalistes n'ont jamais touché ni clef anglaise ni truelle. Ils secouent le cocotier sans égard aux conventions, fussent-elles paritaires. Il était temps. Terminé, le ronron du syndicalisme de papa, avec ses revendications sectorielles et ses jérémiades sur la lutte des classes. Bardés de diplômes, polyglottes, courant les soirées les plus huppées, somptueusement rémunérés, les syndicalistes de demain prennent leurs décisions sans états d'âme à l'abri des salons luxueux que les WTC mettent à prix d'or à leur disposition, et d'où les modems les plus perfectionnés les relient en permanence aux quatre coins du globe.

Ils sont là pour gagner, non pour gémir. Ils savent que les fameux acquis sociaux ne font qu'alourdir les charges des entreprises et porter atteinte à la compétitivité de notre économie. S'ils s'affrontent aux patrons, c'est au niveau de la gestion. Leurs conseils de stratégie économique sont recherchés par les capitaines d'industrie les plus prestigieux. Ils ont résolument tourné le dos à l'Etat et à ses subventions qui faussent les lois du marché.

Pour Ronald Poster, leur chef de file charismatique, l'important est de motiver les troupes, d'obtenir d'elles un engagement accru au travail. Il s'agit de leur faire

accepter les baisses de salaires, la suppression des allocations dites sociales et les compressions de personnel, inéluctables si nous voulons répondre aux défis que ne cessent de nous lancer les grands groupes internationaux. Le combat contre le chômage n'est plus au rang de leurs priorités. Au contraire même, l'existence d'un certain volant de chômeurs garantit une attitude de compétitivité entre les travailleurs qui se voient ainsi confrontés aux réalités de l'économie. Il ne s'agit plus de défendre contre vents et marées le maintien de postes improductifs, mais au contraire d'enseigner aux ouvriers à retomber sur

cautionner les privilèges exorbitants que s'octroyaient les patrons et leur mépris du caractère social de l'entreprise, je rends mon tablier.»

Pour Calin, l'Etat a cessé d'être cet ennemi mythique qui, naguère encore, catalysait toutes les peurs patronales, pour devenir un partenaire efficace, voire un associé, dans le cadre de l'économie mixte par exemple. «*La loi fait partie de nos instruments quotidiens*», affirme-t-il tout de go, en suçotant sa pipe légendaire. Il n'a d'ailleurs pas craint pas de lancer, avec le soutien de la Fédération des Eglises protestantes de Suisse, une initiative populaire fédérale pour un contrôle national de l'éthique sociale des entrepreneurs.

C'est que Calin n'est pas de la génération de ces juristes papelards qui dictaient souverainement leurs quatre volontés aux patrons et parfois même à l'Etat. Homme du terrain, il sait de quoi il parle quand il énumère ironiquement les abus des patrons, l'étrécissement de vue de leurs représentants, leur incapacité à s'élever au-delà des intérêts à court terme, leur indifférence à l'égard des travailleurs.

C'est là le message qu'il veut faire passer: le patron le plus performant sera toujours celui qui offrira des nominations définitives, des salaires mirobolants, l'indexation automatique et toutes sortes d'avantages complémentaires. Le social s'inscrit désormais dans une stratégie de l'emploi conforme aux découvertes les plus récentes en matière de gestion du personnel. «*Nous devons convaincre nos adhérents, au besoin par la force de la loi*», explique-t-il calmement. Un discours qui change et fait du bien.

C'est avec des hommes comme Poster et Calin que le syndicalisme ouvrier et patronal, enfin débarrassé des deux mythes contreperformants de la lutte des classes et de la paix du travail, pourra affronter avec quelques chances de succès les bouleversements économiques que nous promet le XXI^e siècle.

CHANTAL BOXE

Le centre du Ronchon

Pendant trop longtemps, des rédacteurs bien pensants ont cru pouvoir reléguer le Ronchon dans un coin de la dernière page. Une position de moins en moins défendable et de plus en plus difficile à faire comprendre à nos partenaires. Pour faire face aux grands défis de la mondialisation à l'aube du XXI^e siècle, le conseil de rédaction de la Détonation estime que le moment est venu de mettre le Ronchon au centre des préoccupations des lecteurs.

A l'heure où l'on parle de l'Europe, le Ronchon ne peut en effet plus se contenter d'un strapontin dans une Détonation devenue désormais véritablement universelle. Nous sommes convaincus que seule une position centrale permettra au Ronchon de faire entendre sa voix dans le concert des médias, de mieux défendre ses idées négatives, de manifester son absence de solidarité et de rater son entrée dans le troisième millénaire.

A tout hasard: votez NON !

LE RONCHON

leurs pieds, à être plus souples, plus dynamiques, à intégrer la formation continue dans leurs temps de loisir. En un mot, que le meilleur gagne!

* * *

On observe une évolution parallèle du côté patronal. Finis, les pontifes arrogants d'un corporatisme ranci qui n'osait dire son nom. Aux oubliettes, ce fédéralisme fibrosé, instrument de blocage aux mains des éléments les plus réactionnaires de la Romandie. Dans ses nouveaux bureaux de verre, symbole d'une transparence enfin retrouvée, Jean-René Calin, chef emblématique des syndicats patronaux romands, le déclare tout net: «*S'il s'agit de défendre aveuglément le patron de droit divin décidant souverainement de ce qui est bon ou mauvais pour l'entreprise, s'il s'agit de*

Le coin de la différence



Les gabelous proposent la «friche bétonnière»

Soucieux de ne pas être les dindons de la farce communautaire, les douaniers européens ont fondé une nouvelle association de lutte, «Douaniers sans frontières». L'association exige le maintien intégral des postes de travail et propose d'instituer un système de paiements directs rémunérant l'entretien des anciens locaux de douane reconvertis en SSA (surfaces sans affectation), autrement dit en «friche bétonnière», selon la formule du poids lourd de l'écologie Dany Prélaz.